

CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU 04 MARS 2015

L'an DEUX MILLE QUINZE

Le mercredi 4 mars à 21 heures

Le Conseil Municipal de la commune de **SAINT-CHRISTOLY DE BLAYE**

Dûment convoqué, s'est réuni en session **ordinaire**

à la Mairie, sous la présidence de **Madame Murielle PICQ, Maire**

Date de convocation du Conseil Municipal : le 24 février 2015

PRESENTS : (18) Mmes Odette ANCELOT, Stéphanie BAUDE, Marie-Claude BELLUE, Valérie BERLEMONT, Valérie CHAMBOUNAUD, Irène FIORAZZO, Martine GABISON, Murielle PICQ, Géraldine VIRUMBRALES, MM. Thomas BERLINGER, François BERNY, Bruno CADUSSEAU, Christian COUSTAL, Daniel DEBET, Eric GOUDONNET, Bernard GRIMEE, Jean-Marie MACEIRA, Emmanuel MOULIN.

ABSENTE EXCUSEE : (1) Madame Michèle BILLIER a donné pouvoir à Madame Stéphanie BAUDE.

SECRETAIRE DE SEANCE : Madame Stéphanie BAUDE

ORDRE DU JOUR :

➤ **FINANCES**

- Vote du compte administratif 2014 du budget principal et des budgets annexes « Transport Scolaire » et « Assainissement Collectif »
- Adoption du compte de gestion 2014 du budget principal et des budgets annexes « Transport Scolaire » et « Assainissement Collectif »
- Affectation du résultat du budget principal et des budgets annexes « Transport Scolaire » et « Assainissement Collectif »
- Inscription de créances irrécouvrables

➤ **AUTRES POINTS**

- Retrait de la commune de Cagnac du Syndicat Intercommunal du Collège du Val de Saye
- CCE : Gestion des cours d'eau de La Livenne
- Convention de mise à disposition d'un terrain à titre gratuit entre la commune de Saint-Christoly de Blaye et Monsieur ROSON

➤ **QUESTIONS DIVERSES**

INFORMATIONS DES DECISIONS PRISES EN APPLICATION DE L'ARTICLE L 2122.22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Numéro	Objet
D 2015-031	Arrêté portant nomination d'un régisseur de recettes pour la régie Droits de Place
D 2015-032	Arrêté réglementant la circulation pendant les travaux de terrassement au lieudit Rabut

D 2015-033	Arrêté portant admission d'un fonctionnaire au bénéfice d'un congé de maladie ordinaire (Daniel NAU)
D 2015-034	Arrêté portant recrutement d'un agent non titulaire de remplacement (J-F LAPEYRE)
D 2015-035	Devis signé avec la SARL HYDROGEOTECHNIQUE SUD OUEST pour un montant de 1 900 € HT pour l'étude géotechnique
D 2015-035	Acceptation d'une déclaration de sous-traitance pour le lot n° 1 Gros Œuvre pour la construction du Centre de Soins signée avec la SARL TASTET
D 2015-036	Acceptation d'une déclaration de sous-traitance pour le lot n° 1 Gros Œuvre pour la construction du Centre de Soins signée avec l'entreprise KRISTAL CHIMIE
D 2015-037	Acceptation d'une déclaration de sous-traitance pour le lot n° 2 Charpente, Couverture, Bardage Bois pour la construction du Centre de Soins signée avec l'EURL CAZAUX Philippe
D 2015-038	Signature de la convention DIF avec Mme COUDRET Marlène pour sa formation BAFD avec CEMEA Aquitaine pour 576 €

Madame PICQ demande si le précédent compte rendu du 4 février 2015 est validé.

Madame GABISON indique qu'il n'a pas été retranscrit son intervention et celle de Monsieur MOULIN au sujet de la réponse de Madame le Maire à Monsieur COUSTAL sur les opérations comptables. Elle informe que Monsieur COUSTAL est inquiet sur la gestion des finances de la commune et n'a porté aucune accusation. Madame BAUDE avait souligné que Monsieur COUSTAL les avait menacées, et il a été écrit « accusé ».

Madame BAUDE informe qu'elle s'est excusée après le conseil municipal sur le terme.

Madame BAUDE propose que soient enregistrées les séances du conseil municipal afin de retranscrire exactement ce qui est dit. Ceci facilitera le travail du secrétariat pour la rédaction du compte rendu. Mme le maire propose de voter : 5 pour.

Monsieur MOULIN précise que le compte rendu est effectué par le secrétaire de séance et non par le personnel.

Il trouve très disproportionné la retranscription par rapport à ce que Monsieur COUSTAL a indiqué.

Monsieur MOULIN signifie par ailleurs que sur les gratifications des stagiaires, il a été écrit « Monsieur MOULIN est d'accord sur le principe et propose que soit gratifié le jeune selon le rapport à la personne et le service rendu ». Il ne comprend pas cette phrase, il a dit « qu'il est d'accord sur le principe et propose que soit gratifié le jeune sur son implication ».

D'autre part, sur son intervention sur la délibération relative à la motion de soutien, il a dit « qu'il pense que la seule marge de manœuvre pour les communes sera d'augmenter les impôts ou de diminuer les dépenses ». Hors, il n'a pas été transcrit la totalité de ses propos.

Madame BAUDE ne se souvient pas qu'il ait vraiment dit cela, le secrétaire de séance ne l'a pas noté. Elle n'est pas censée se souvenir un mois après de toutes les interventions et s'oppose donc à cette modification. D'où l'intérêt d'enregistrer.

Madame CHAMBOUNAUD précise que l'affichage du compte rendu est effectué et donc ouvert à toutes personnes extérieures, elle trouve gênant de diffuser des informations si ce n'est pas exactement ce qui a été dit par l' élu.

Madame PICQ informe que seules les délibérations sont affichées sous huit jours et que le compte rendu n'est diffusé que lorsque le conseil municipal l'a adopté.

Elle propose de passer au vote de ce compte rendu :

- Contre : 1 Monsieur MOULIN
- Abstentions : 4 Mesdames ANCELOT, CHAMBOUNAUD, GABISON (ayant pouvoir de M. COUSTAL).

Monsieur COUSTAL est arrivé au conseil municipal après le vote et donc son pouvoir donné à Madame GABISON n'est plus valable à compter de ce moment.

N° 20150304-01

OBJET : BUDGET ASSAINISSEMENT COLLECTIF - COMPTE ADMINISTRATIF 2014

Après la présentation du compte administratif, Madame PICQ se retire afin que les élus puissent prendre part au vote.

Le Conseil Municipal réuni sous la présidence de Mme Odette ANCELOT délibérant sur le compte administratif de l'exercice 2014

1° Lui donne acte de la présentation faite du compte administratif, lequel peut se résumer ainsi :

LIBELLES	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		ENSEMBLE	
	Dépenses ou déficit	Recettes ou excédent	Dépenses ou déficit	Recettes ou excédent	Dépenses ou déficit	Recettes ou excédent
COMPTE ADMINISTRATIF						
Résultats reportés		121 719.60		93 869.60		215 589.20
Opérations de l'exercice	44 003.51	62 024.18	10 037.12	29 049.00	54 040.63	91 073.18
TOTAUX	44 003.51	183 743.78	10 037.12	122 918.60	54 040.63	306 662.38
Résultats de clôture		139 740.27		112 881.48		252 621.75
Restes à réaliser						0.00
TOTAUX CUMULES	44 003.51	183 743.78	10 037.12	122 918.60	54 040.63	306 662.38
RESULTATS DEFINITIFS		139 740.27		112 881.48		252 621.75

2° Reconnaît la sincérité des restes à réaliser ;

3° Vote et arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus ;

VOTE : Pour 18

Contre : 0

Abstention : 0

N° 20150304-02

OBJET : BUDGET TRANSPORT SCOLAIRE - COMPTE ADMINISTRATIF 2014

Après la présentation du compte administratif, Madame PICQ se retire afin que les élus puissent prendre part au vote.

Le Conseil Municipal réuni sous la présidence de Mme Odette ANCELOT délibérant sur le compte administratif de l'exercice 2014

dressé par Madame Murielle PICQ, Maire, après s'être fait présenter le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré,

1° Lui donne acte de la présentation faite du compte administratif, lequel peut se résumer ainsi :

LIBELLES	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		ENSEMBLE	
	Dépenses ou déficit	Recettes ou excédent	Dépenses ou déficit	Recettes ou excédent	Dépenses ou déficit	Recettes ou excédent
COMPTE ADMINISTRATIF						
Résultats reportés		1 705.19		1 558.82		3 264.01
Opérations de l'exercice	9 229.30	10 575.03	0.00	1 635.50	9 229.30	12 210.53
TOTAUX	9 229.30	12 280.22	0.00	3 194.32	9 229.30	15 474.54
Résultats de clôture		3 050.92		3 194.32		6 245.24
Restes à réaliser						0.00
TOTAUX CUMULES	9 229.30	12 280.22	0.00	3 194.32	9 229.30	15 474.54
RESULTATS DEFINITIFS		3 050.92		3 194.32		6 245.24

2° Reconnaît la sincérité des restes à réaliser ;

3° Vote et arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus ;

VOTE : Pour 18

Contre : 0

Abstention : 0

N° 20150304-03

OBJET : BUDGET PRINCIPAL - COMPTE ADMINISTRATIF 2014

Madame GABISON demande pourquoi un tel excédent en section d'investissement. Est-ce dans la mesure où les emprunts non pas été utilisés ?

Madame PICQ répond que les emprunts ont effectivement été contractés en 2014 mais les dépenses pour le Centre de Soins n'ont pas été réalisées à cette hauteur en 2014.

Monsieur CADUSSEAU demande si le solde de la DETR intervient en une seule fois.

Madame PICQ répond que la collectivité demande des acomptes et ne peut percevoir que 80% maximum de celle-ci. Le solde est versé à la fin de l'opération.

Monsieur MOULIN demande où sont inscrites les remboursements d'emprunts. Il constate que les remboursements d'intérêts représentent 56 279,35 € et demande si la totalité correspond à la construction du Centre de Soins.

Madame PICQ lui répond qu'une partie correspond à l'aménagement du bourg, emprunt qui avait été contracté antérieurement.

Après la présentation du compte administratif, Madame PICQ se retire afin que les élus puissent prendre part au vote.

Le Conseil Municipal réuni sous la présidence de Mme Odette ANCELOT délibérant sur le compte administratif de l'exercice 2014

dressé par Madame Murielle PICQ, Maire, après s'être fait présenter le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré,

1° Lui donne acte de la présentation faite du compte administratif, lequel peut se résumer ainsi :

LIBELLES	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		ENSEMBLE	
	Dépenses ou déficit	Recettes ou excédent	Dépenses ou déficit	Recettes ou excédent	Dépenses ou déficit	Recettes ou excédent
COMPTE ADMINISTRATIF						
Résultats reportés		957 944.16	140 379.04			817 565.12
Opérations de l'exercice	1 098 903.18	1 354 290.43	411 550.50	1 042 877.08	1 510 453.68	2 397 167.51
TOTAUX	1 098 903.18	2 312 234.59	551 929.54	1 042 877.08	1 510 453.68	3 214 732.63
Résultats de clôture		1 213 331.41		490 947.54		1 704 278.95
Restes à réaliser			1 170 097.00	166 257.00	1 170 097.00	166 257.00
TOTAUX CUMULES	1 098 903.18	2 312 234.59	1 722 026.54	1 209 134.08	1 170 097.00	1 870 535.95
			512 892.46			
RESULTATS DEFINITIFS		1 213 331.41		490 947.54		700 438.95

2° Reconnaît la sincérité des restes à réaliser ;

3° Vote et arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus ;

VOTE : Pour 18

Contre : 0

Abstention : 0

Monsieur MOULIN s'interroge sur la somme de 512 892,46 €. Cette somme tient-elle compte des restes à réaliser.

Madame LEPAS répond qu'effectivement elle tient compte des restes à réaliser, c'est-à-dire des dépenses déduites des recettes engagées en 2014 et non réalisées. C'est le besoin de financement pour l'investissement.

N° 20150304-04

OBJET : VOTE DU COMPTE DE GESTION 2014 DU BUDGET ANNEXE « ASSAINISSEMENT COLLECTIF »

Le Conseil Municipal, après s'être fait présenter le budget unique de l'exercice 2014 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer ;

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2014 ;

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2013, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures ;

- 1 - Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2014, y compris celles relatives à la journée complémentaire ;
- 2 - Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;
- 3 - Déclare que le compte de gestion dressé, pour l'exercice 2014, par le receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

VOTE : Pour : 19

Contre : 0

Abstention : 0

N° 20150304-05

OBJET: VOTE DU COMPTE DE GESTION 2014 DU BUDGET ANNEXE « TRANSPORT SCOLAIRE »

Le Conseil Municipal, après s'être fait présenter le budget unique de l'exercice 2014 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer ;

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2014 ;

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2013, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures ;

- 1 - Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2014, y compris celles relatives à la journée complémentaire ;
- 2 - Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;
- 3 - Déclare que le compte de gestion dressé, pour l'exercice 2014, par le receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

VOTE : Pour : 19 Contre : 0 Abstention : 0

N° 20150304-06

OBJET: VOTE DU COMPTE DE GESTION 2014 DU BUDGET PRINCIPAL

Le Conseil Municipal, après s'être fait présenter le budget unique de l'exercice 2014 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer ;

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2014 ;

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2013, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures ;

- 1 - Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2014, y compris celles relatives à la journée complémentaire ;
- 2 - Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;
- 3 - Déclare que le compte de gestion dressé, pour l'exercice 2014, par le receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

VOTE : Pour : 19 Contre : 0 Abstention : 0

OBJET: AFFECTATION DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT DU COMPTE ADMINISTRATIF DU BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT COLLECTIF AU TITRE DE L'EXERCICE 2014

Le Conseil Municipal décide de procéder à l'affectation du résultat de la section de fonctionnement comme suit :

Résultat de la section de fonctionnement à affecter :

• Résultat de l'exercice 2014 :	Excédent	18 020,67 €
• Résultat reporté de l'exercice 2013 :	Excédent	121 719,60 €
• Résultat de clôture à affecter :	Excédent	139 740,27 €

Besoin réel de financement de la section d'investissement :

• Résultat de l'exercice 2014 :	Excédent	19 011,88 €
• Résultat de l'exercice 2013 :	Excédent	93 869,60 €
• Résultat comptable cumulé :	Excédent	112 881,48 €

Dépenses d'investissement engagées non mandatées : 0 €

Recettes d'investissement restant à réaliser : 0 €

Solde des restes à réaliser : 0 €

Besoin réel de financement : 0

Excédent réel de financement : 112 881,48 €

Affectation du résultat de la section de fonctionnement :

En couverture du besoin réel de financement dégagé 0 €

à la section d'investissement (R1068)

En déficit reporté à la section d'investissement : 0 €

En excédent reporté à la section de fonctionnement : 139 740,27 €

Transcription budgétaire de l'affectation du résultat :

Section de fonctionnement		Section d'investissement	
DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES
D002 Déficit reporté	R002 Excédent reporté 139 740,27 €	D001 Solde exécution 0€	R001 Excédent reporté 112 881,48 € 1068 : Excédent de fonctionnement capitalisé : 0 €

VOTE : Pour : 19

Contre : 0

Abstention : 0

N° 20150304-08

OBJET: AFFECTATION DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT DU COMPTE ADMINISTRATIF DU BUDGET ANNEXE TRANSPORT SCOLAIRE AU TITRE DE L'EXERCICE 2014

Le Conseil Municipal décide de procéder à l'affectation du résultat de la section de fonctionnement comme suit :

Résultat de la section de fonctionnement à affecter :

• Résultat de l'exercice 2014 :	Excédent	1 345,73 €
• Résultat reporté de l'exercice 2013 :	Excédent	1 705,19 €
• Résultat de clôture à affecter :	Excédent	3 050,92 €

Besoin réel de financement de la section d'investissement :

• Résultat de l'exercice 2014 :	Excédent	1 635,50 €
• Résultat de l'exercice 2013 :	Excédent :	1 558,82 €
• Résultat comptable cumulé :	Excédent	3 194,32 €

Dépenses d'investissement engagées non mandatées :	0 €
Recettes d'investissement restant à réaliser :	0 €
Solde des restes à réaliser :	0 €
Besoin réel de financement :	0 €
Excédent réel de financement :	3 194,32 €

Affectation du résultat de la section de fonctionnement :

En couverture du besoin réel de financement dégagé à la section d'investissement (R1068)	0 €
En déficit reporté à la section d'investissement :	0 €
En excédent reporté à la section de fonctionnement :	3 050,92 €

Transcription budgétaire de l'affectation du résultat :

Section de fonctionnement		Section d'investissement	
DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES
D002 Déficit reporté	R002 Excédent reporté 3 050,92 €	D001 Solde exécution 0€	R001 Excédent reporté 3 194,32 € 1068 Excédent de fonctionnement capitalisé : 0€

VOTE : Pour : 19

Contre : 0

Abstention : 0

N° 20150304-09

OBJET: AFFECTATION DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT DU COMPTE ADMINISTRATIF DU BUDGET PRINCIPAL AU TITRE DE L'EXERCICE 2014

Le Conseil Municipal décide de procéder à l'affectation du résultat de la section de fonctionnement comme suit :

Résultat de la section de fonctionnement à affecter :

• Résultat de l'exercice 2014 :	Excédent	255 387,25 €
• Résultat reporté de l'exercice 2013 :	Excédent	957 944,16 €
• Résultat de clôture à affecter :	Excédent	1 213 331,41 €

Besoin réel de financement de la section d'investissement :

• Résultat de l'exercice 2014 :	Excédent	631 326,58 €
• Résultat de l'exercice 2013 :	Déficit	140 379,04 €
• Résultat comptable cumulé :	Excédent	490 947,54 €

Dépenses d'investissement engagées non mandatées :	1 170 097,00 €
Recettes d'investissement restant à réaliser :	166 257,00 €
Solde des restes à réaliser :	1 003 840,00 €

Besoin réel de financement :	512 892,46
Excédent réel de financement :	

Affectation du résultat de la section de fonctionnement :

En couverture du besoin réel de financement dégagé à la section d'investissement (R1068) :	512 892,46 €
En déficit reporté à la section d'investissement :	
En excédent reporté à la section de fonctionnement :	700 438,95 €

Transcription budgétaire de l'affectation du résultat :

Section de fonctionnement		Section d'investissement	
DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES
D002 Déficit reporté	R002 Excédent reporté	D001 Solde exécution	R001 Excédent reporté
	700 438,95 €	0€	490 947,54€
			1068 : Excédent de fonctionnement capitalisé
			512 892,46€

VOTE : Pour : 19 Contre : 0 Abstention : 0

Monsieur COUSTAL se demande si c'est la première fois que l'on inscrit le besoin de financement au 1068.

Madame LEPAS répond que non. On déduit cette somme de l'excédent de fonctionnement, c'est pourquoi on ne reporte pas 1 213 331,41 € en section de fonctionnement mais uniquement 700 438,95 €, car on prend le besoin de 512 892,46 € sur l'excédent de fonctionnement.

OBJET : INSCRIPTION DES CREANCES IRRECOUVRABLES

Madame PICQ informe que ce dossier n'a pas pu être étudié en commission finances car il a été réceptionné après celle-ci.

Elle présente la problématique d'une famille qui ne peut payer le solde de sa taxe d'urbanisme depuis 2009.

Monsieur MOULIN pense qu'il ne faut pas l'inscrire en créances irrécouvrables et qu'il vaut mieux attendre la vente d'un bien de ces administrés, si cela se fait, afin de récupérer le solde de la taxe due. Lors de la vente il faudra donner les éléments au notaire.

Madame BAUDE précise que si ces administrés ont d'autres dettes, il est possible qu'en cas de vente la commune n'est pas sûre de pouvoir récupérer les 286 €.

Monsieur COUSTAL demande s'il y a d'autres créances irrécouvrables à inscrire cette année.

Madame PICQ répond que le trésor public ne nous a rien transmis d'autre à ce jour, mais qu'une prévision sera inscrite au budget 2015.

Monsieur CADUSSEAU pense que le TP a sans doute utilisé tous les moyens nécessaires pour récupérer la dette.

Le Conseil Municipal décide de sursoir à cette délibération. Le dossier sera étudié en commission finances, après avoir demandé des explications au receveur et sera représenté lors du prochain conseil municipal.

N° 20150304-10

OBJET : SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU COLLEGE DU VAL DE SAYE - RETRAIT DE LA COMMUNE DE CAVIGNAC

Le Conseil Syndical en date du 10 décembre 2014, à l'unanimité des membres présents, a accepté le retrait de la commune de Cavignac du Syndicat Intercommunal du Collège du Val de Saye.

Dans le cadre du processus de retrait d'une commune du Syndicat Intercommunal, les autres communes adhérentes doivent émettre un avis.

Le Conseil Municipal accepte le retrait de la commune de Cavignac du Syndicat Intercommunal du Collège du Val de Saye.

Madame ANCELOT trouve bizarre que les communes doivent se prononcer sur des choses qui ne concernent pas la commune.

Madame PICQ précise que c'est purement administratif.

VOTE : Pour : 19

Contre : 0

Abstention : 0

N° 20150304-11

OBJET : CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'ESTUAIRE ET LA COMMUNE DE SAINT-CHRISTOLY DE BLAYE POUR L'ENTRETIEN DES COURS D'EAU

Madame PICQ donne lecture du courrier cosigné des maires du collectif des communes de Campugnan, Donnezac, Fours, Générac, Mazon, Saugon, Saint-Genès de Blaye, Saint-Christoly de Blaye et Saint-Girons d'Aiguevives au président du syndicat de la Livenne concernant les conditions de dissolution.

Elle rappelle que la commune s'était questionnée sur l'adhésion à la CCE pour l'entretien des cours d'eau. Elle a rencontré le technicien rivière de la CCE en présence des délégués, Mesdames BERLEMONT, BELLUE et Monsieur DEBET.

Elle donne lecture de la convention.

Monsieur MOULIN demande si on a bien vérifié ce qui concerne exactement la commune.

Madame BELLUE répond que la commune est concernée uniquement par le réseau secondaire Le Bourdillas et Le Serpolet.

Madame PICQ indique que la commune n'a pas de cotisation à verser, elle sera concernée par le petit entretien à raison d'environ 2 € le mètre linéaire, soit environ 500 € pour la commune. La CCE effectue les travaux et demande les subventions.

Madame BELLUE précise que la commune devra donner son accord pour effectuer les travaux. Elle rappelle que la commune a participé financièrement au syndicat pendant 35 ans et qu'il n'y a jamais eu de travaux effectués.

Monsieur MOULIN explique que cela avait été fait par solidarité.

Mesdames BELLUE est nommée et Mme BERLEMONT pourra assister également aux réunions pour le suivi des travaux avec la CCE.

Madame le Maire rappelle que suite à la dissolution du Syndicat Intercommunal du Bassin Versant de la Livenne et à l'extension de compétence de la CCE en terme de conventionnement avec les communes hors périmètre dans le cadre de la gestion globale du Bassin Versant de la Livenne, il convient de délibérer sur la convention de partenariat entre la CCE et la commune pour l'entretien des cours d'eau de la Livenne.

Après avoir donné lecture de la convention, le Conseil Municipal autorise Madame le Maire à signer la convention correspondante, annexée à la présente.

VOTE : Pour : 18 Contre : 1 (Mme ANCELOT) Abstention : 0

N° 20150304-12

OBJET: CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN TERRAIN A TITRE GRATUIT ENTRE LA COMMUNE DE SAINT-CHRISTOLY DE BLAYE ET MONSIEUR ROSON

Madame le Maire informe le Conseil Municipal de l'accord de Monsieur ROSON Robert de mettre à disposition à titre gratuit une partie de ses parcelles de terrain cadastrées ZR 294 et ZR 323 sis au lieu-dit La Vergnée d'une contenance respectivement de 1 are et 80 ca et de 25 ares 7 ca dont il est propriétaire en vue d'implanter un abris-bus.

Le Conseil Municipal valide la convention de mise à disposition d'un terrain à titre gratuit et autorise le Maire à la signer avec Monsieur ROSON Robert, annexée à la présente.

VOTE : Pour : 19 Contre : 0 Abstention : 0

Madame PICQ rappelle que l'abri bus sera installé par le Conseil Général dès lors que la commune aura fait la dalle en béton.

QUESTIONS DIVERSES

1°) Madame PICQ demande que les élus s'inscrivent pour tenir les deux bureaux de vote pour les élections départementales des 22 et 29 mars 2015. Elle rappelle que pour les élections régionales qui auront lieu en décembre, il sera possible de demander le déplacement des bureaux de vote de la salle Courade afin de la libérer à cette période de l'année.

Le secrétariat de mairie enverra le tableau par mail des bureaux de vote avec les créneaux horaires.

Monsieur COUSTAL demande comment s'est faite la répartition entre les deux bureaux de vote.

Madame PICQ explique qu'il s'agit d'un découpage géographique.

2°) Madame PICQ rappelle que la commune bénéficiera des services de la DDTM pour l'instruction des dossiers d'urbanisme jusqu'au 31 décembre 2016. Elle rappelle que le conseil municipal a été sollicité par le Pays et par le SDEEG pour créer un service mutualisé en matière d'instruction du droit des sols. Le conseil municipal avait émis un avis favorable à la poursuite du projet porté par le SDEEG.

Le Pays a abandonné le projet ayant reçu peu de réponse positive de la part des communes.

La CDC du canton de Saint-Savin nous sollicite maintenant pour intégrer ce service dans leurs compétences avec la proposition d'embaucher deux instructeurs et de créer un service contentieux.

Monsieur BERLINGER pense qu'une délocalisation est préférable.

Après discussion, le conseil municipal ne voit pas d'objection à ce que la CDC étudie la mise en œuvre d'un tel service. La commune se positionnera en 2016.

3°) Madame PICQ informe que l'AMG organise une réunion le 17 mars sur le thème de la laïcité.

*4°) Madame PICQ propose que soient remis aux jeunes électeurs le livret du citoyen.
Le conseil municipal retient la date du 8 mai.*

5°) Madame PICQ informe qu'une rencontre sera organisée le 13 mars à 18h30 à la salle des mariages avec les agents recenseurs.

*6°) Madame PICQ explique qu'elle a été sollicitée par la MDSI pour la location du VOX le 13 avril 2015.
Madame CHAMBOUNAUD informe qu'il n'a pas été prévu de salle suffisamment grande pour accueillir les deux pôles de la Haute Gironde (Blaye et Saint-André de Cubzac) dans les locaux récemment construits.*

La MDSI demande qu'il lui soit appliquée un tarif de 100 €, sauf que cela n'est pas prévu dans les tarifs de location de la salle VOX.

Une convention spécifique devra être effectuée.

7°) La plaquette « Bienvenue à St-Christoly de Blaye » est presque terminée, elle sera distribuée dans les commerces.

8°) Madame PICQ informe que le Conseil Général a octroyé une subvention de 12 980 € pour les travaux aux écoles.

Madame BELLUE demande si la toiture du préau de la maternelle a été effectuée.

Madame PICQ répond que les travaux ont été fait pendant les vacances de février.

9°) Madame PICQ fait part de la lettre de remerciements de Monsieur OILLIC, directeur de l'école élémentaire, pour la participation et l'aide financière de la commune pour l'opération « Faites vos Jeux » qui a réuni 32 classes dans l'ALSH et dans la salle COURADE.

10°) Madame PICQ informe du concert de l'Harmonie de Mirambeau à l'église le 22 mai 2015 organisé par l'association « Pour la Restauration de l'Eglise ». Un « pot » sera servi à la salle des mariages.

11°) Madame PICQ informe de la réunion avec les professionnels de santé qui a eu lieu le 3 mars. Une visite du chantier est prévue le 4 juin avec l'architecte et les professionnels de santé. Elle propose une visite aux élus avant cette date s'ils le souhaitent.

12°) La prochaine commission « Communication » aura lieu le 16 mars à 18h30.

13°) Madame PICQ informe que Monsieur ROQUES, président de la CDC et Monsieur DOMENS, vice-président en charge des finances se proposent pour rencontrer le conseil municipal pour expliquer le pacte financier.

Monsieur MOULIN demande que soient envoyés également par les services de la CDC les comptes rendus des conseils communautaires et des commissions.

Madame PICQ indique que le compte-rendu du conseil communautaire du 11 décembre a été réceptionné cette semaine, le secrétariat l'a transféré aux élus du conseil municipal.

Madame PICQ propose d'organiser une réunion spécifique sur l'intercommunalité.

14°) Madame PICQ informe qu'afin d'obtenir l'aide de l'Etat attribuée pour la mise en place des TAP pour la rentrée scolaire 2015/2016, il conviendra d'établir le PEDT (Projet Educatif Territorial) avant le 30 juin.

Une commission « Ecoles... » sera programmée après les deux conseils d'école de mars.

15°) Madame CHAMBOUNAUD demande l'ADAP (l'Agenda d'Accessibilité Programmé) est prévu.

Madame PICQ répond que l'appel d'offres va être lancé. C'est une obligation pour septembre, le décret vient de paraître.

16°) Monsieur DEBET informe que la salle de danse a été déclarée en ERP. Lorsque les travaux préconisés seront effectués, elle pourra accueillir 37 personnes maximum.

17°) Monsieur MACEIRA informe de l'exposition photos dans Saint-Christoly de Blaye. Les agents techniques installeront les photos aux différents points prévus. Le vernissage aura lieu le 21 mars à 16 heures.

Madame BAUDE indique qu'elle va solliciter Energy Print pour imprimer les flyers.

La séance est levée à minuit.

La secrétaire de séance,
Stéphanie BAUDE.

Le Maire,
Murielle PICQ.